Critique Sociale

numéro 23 - novembre 2012

Actualité :

Histoire et théorie :

Contre l'austérité, pour une riposte internationaliste !

Ce texte a été écrit et diffusé fin septembre par *Critique Sociale*. Le pacte budgétaire européen a depuis été adopté à une large majorité par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Conséquence de la crise du capitalisme, l'austérité est actuellement appliquée un peu partout dans le monde – les plus touchés étant les salariés, les chômeurs, les jeunes, et plus généralement les classes populaires. A cela s'ajoute le projet de traité ou de pacte budgétaire européen, qui est en cours d'adoption. Ce serait une nouvelle aggravation de l'austérité généralisée : il est donc important de le combattre. Mais il faut noter que l'austérité est imposée avec ou sans ce traité, puisque même les Etats non-signataires, comme la Grande-Bretagne, appliquent l'austérité. Les véritables carcans sont le mode de production capitaliste, l'aliénation et l'exploitation par le travail contraint, et l'organisation hiérarchique de la société.



Manifestation au Portugal, septembre 2012.

De notre point de vue internationaliste, l'Union Européenne n'est pas « trop » supranationale : ce sont les chefs d'Etat qui impulsent les politiques communes européennes, qui sont aussi néfastes aux

travailleurs que ce qu'ils appliquent chacun dans leur pays. Contre la violence sociale qui se développe, il faut en finir avec le principe de compétition et privilégier partout la coopération. L'intérêt des travailleurs est commun quel que soit le pays où l'on se trouve.
Il existe actuellement des tentations de repli, en particulier nationaliste. Ces dérives ne peuvent qu'être nuisibles aux travailleurs : c'est unis en tant que classe sociale, par-delà les frontières, que nous pourrons être forts. Bien avant que les premières bases de l'UE ne soient créées, les courants révolutionnaires internationalistes militaient déjà pour les « Etats-Unis socialistes d'Europe » – comme premier pas vers un monde sans frontière ni Etat, libéré du capitalisme. Aujourd'hui plus que jamais, les mouvements sociaux ont tout intérêt à lutter ensemble, au niveau européen et mondial.

L'urgence est d'organiser la lutte sociale à la base pour lutter contre le chômage et la précarité, pour une autre société. Dans l'immédiat, il faut imposer la hausse des salaires partout en Europe et ailleurs. Une étape en ce sens pourrait être la création de comités de lutte unitaires, organisés par zone géographique, fonctionnant sur le principe de la démocratie directe – car un mouvement est d'autant plus fort qu'il vient de la base, et qu'il est effectivement dirigé par la base. Des échanges réguliers d'informations avec les comités des autres villes et des autres pays devraient alors être mis en place.
Plus largement, les solutions à la crise économique comme à la crise écologique ne pourront être ni capitalistes, ni nationales. L'issue réelle ne peut advenir que par un mouvement mondial contre ce système d'exploitation des êtres humains et de la nature, contre l'aliénation du travail contraint, contre l'organisation hiérarchique : contre le mode de production capitaliste, pour la démocratie sociale.

* * *

Solidarité avec les mineurs en lutte en Afrique du Sud, à bas la répression meurtrière !

Le texte ci-dessous a été diffusé en tract début septembre par *Critique Sociale*. La lutte initiée par les mineurs de Marikana en août dernier s'est étendue à de nombreuses autres mines du pays, leur victoire partielle sur les augmentations de salaires face au groupe Lonmin ayant donné des idées à beaucoup d'autres travailleurs. Mais comme l'a montré le massacre du 16 août où 34 mineurs ont été abattus par la police, les rapports entre les travailleurs et les sociétés capitalistes et l'État sont marqués par une terrible violence qui ne faiblit pas. Depuis le début de la grève sauvage à la mine de Mfidikwe début septembre, le groupe Amplats a licencié 12 000 ouvriers, soit plus de 40 % des effectifs, mais les mineurs grévistes se disent prêts à aller jusqu'au bout, même si les violences ont déjà fait de quatre à dix morts. « *Les dirigeants du syndicat NUM ne nous défendent pas. Ils sont trop proches du pouvoir et des patrons pour défendre nos intérêts* », explique un mineur cité par la presse[1]. Le NUM est la principale composante de la Cosatu, la centrale syndicale au pouvoir à Pretoria avec l'ANC et le Parti communiste au sein d'une alliance tripartite. Le 27 octobre a eu lieu un nouvel affrontement violent entre les grévistes et la police autour d'un rassemblement du NUM alors que celui-ci venait d'annoncer un accord au sujet duquel les mineurs n'avaient pas été consultés[2]. L'exploitation intense des travailleurs d'Afrique du Sud est devenue insupportable, et les espoirs placés dans le nouveau pouvoir qui a succédé à l'Apartheid sont en train de se dissiper. Tant du point de vue du courage et de la ténacité que de la lucidité, les mineurs d'Afrique du Sud nous montrent la voie. À part dans les pays anglophones, un relatif silence entoure ces luttes qui ne semblent pas intéresser les bureaucrates syndicaux et politiques, trop embarrassés sans doute d'avoir à critiquer leurs camarades devenus chefs de la police et briseurs de grèves pour le compte des compagnies minières.

---

[1] *La Croix*, 22 octobre 2012.
[2] AFP, 27 octobre 2012.

Ce que nous rappelle la nouvelle horrible de la mort de trente-quatre mineurs en grève en Afrique du Sud, tombés sous les balles de la police, c'est d'abord que le capitalisme est un système meurtrier, qui peut s'appuyer sur la violence la plus brutale si besoin est. Y compris dans un cadre dit « démocratique ». L'Afrique du Sud est depuis les années 90 un État dirigé par l'ANC, le mouvement qui s'était imposé comme principale force de lutte contre l'Apartheid, le système de ségrégation raciale qui avait été mis en place dans les années 50, et qui privait de tout droit la majorité noire de la population. Victorieux électoralement à partir de 1994, l'ANC gouverne l'Afrique du Sud depuis que le droit de vote a été élargi à l'ensemble de la population.



Ce que l'histoire récente de l'Afrique du Sud nous montre, c'est que les partis qui se réclament des travailleurs sont la plupart du temps des bureaucraties avides de pouvoir. L'ANC n'a pratiquement rien changé à la situation misérable de la majorité noire de la population en presque vingt ans, comme on peut le voir dans les images terribles des hostels où vivent les mineurs de Marikana, loin de leurs familles. Les cadres de l'ANC, noirs, métis ou blancs, ont été intégrés dans le système capitaliste Sud-Africain et forment désormais une nouvelle élite, qui vit dans les mêmes quartiers, envoie ses enfants dans les mêmes écoles que l'ancienne élite blanche, et roule dans les mêmes BMW, comme on peut le voir dans les reportages du photographe Martin Parr. C'est la seule différence réelle entre avant et après la fin de l'Apartheid : certains politiciens noirs ou métis, leur familles et leurs amis sont devenus des bourgeois comme les autres, et dirigent les entreprises et les institutions d'un pays extrêmement riche en matières premières et rares. Les pauvres sont restés pauvres, et même si leur situation est enviable comparée à celles des populations des pays de la région, elle reste misérable, une bonne partie des Sud-Africains n'ayant par exemple pas l'eau courante à la maison. Les mineurs en grève de Marikana se sont mis en lutte pour des augmentations de salaires, au moment où la société qui les emploie annonce des profits records. Le massacre du 16 août, loin de les faire reculer, a au contraire étendu le mouvement à d'autres sites. S'il fallait une preuve du fait que presque rien n'a changé en Afrique du Sud depuis l'arrivée au pouvoir de l'ANC, signalons simplement que les mineurs survivants de la fusillade ont tous été arrêtés et détenus plusieurs semaines au nom d'une loi de 1956 (doctrine dite de *common purpose*) qui permet d'arrêter toute personne se trouvant sur les lieux d'une confrontation avec la police et de l'accuser de tous les méfaits commis. En bref, ceux qui n'ont pas été massacrés ont été accusés d'avoir tué leurs camarades abattus par les policiers grâce à une « loi » datant de l'Apartheid, que l'ANC n'a jamais abrogée.

La lutte contre l'ignoble régime de l'Apartheid a été menée par un parti, l'ANC, qui a pris soin d'avaler ou de détruire tout mouvement dissident, comme par exemple le PAC (Pan African Congress, qui n'était guère différent). La figure héroïque de Nelson Mandela ne doit pas cacher que l'ANC est, et demeure un parti séparé des masses, qui a forgé dans la lutte clandestine une hiérarchie de pouvoir, un appareil, qui ne demandait qu'à remplacer l'État de l'Apartheid, un peu comme le FLN algérien s'est assis dans les fauteuils des colons. Il a en fait été intégré à cet État alors même

que l'Apartheid était défait. L'ancienne élite blanche a avalé la nouvelle élite noire et métisse, pour ne plus laisser qu'une seule et même élite « arc-en-ciel » dans laquelle on ne peut plus trop dire qui est qui, comme entre les cochons et les humains à la fin de la *Ferme des animaux* de George Orwell. Ce que montre donc le massacre de Marikana, c'est que les problèmes en Afrique du Sud comme ailleurs sont bien des rapports entre des classes, et non des affaires de couleur de peau. Parmi les policiers du gouvernement « démocratique » de l'ANC qui ont tiré sur les grévistes devant les caméras du monde entier, il y avait des noirs et des blancs, comme par ailleurs à l'époque de l'Apartheid. Et une partie des travailleurs pauvres du pays sont des blancs, souvent néerlandophones, comme les habitants du quartier délabré des musiciens de Die Antwoord. En Afrique du Sud comme ailleurs, les travailleurs sont des gens qui viennent d'un peu partout, qui font face à des capitalistes qui sont tout aussi « arc-en-ciel » qu'eux, qu'ils le veuillent ou non ! Il n'y a pas de voie politique « raciale », « nationale » ou « religieuse » pour les travailleurs, qui n'ont pas de patrie, de chapelle ou de couleur, à part celle du drapeau rouge de la révolution.

Il est temps pour les travailleurs du sud de l'Afrique de s'unir dans des mouvements autonomes, à la base, indépendants des bureaucraties syndicales et politiques qui ont dominé la longue période de décolonisation. Ces mouvements nouveaux devront affirmer la centralité des questions sociales, parce que la lutte pour la démocratie est aussi la lutte pour l'égalité réelle, et non seulement formelle : le vieux slogan « One man, one vote » n'aura de réalité que par la transformation de la société, par le contrôle effectif de la population sur la production et la répartition des richesses, sur la construction de logements décents, l'accès à l'éducation et à la santé pour tous, dans ces pays ravagés par l'épidémie de sida. Et c'est bien une transformation qui dépasse les cadres « nationaux » hérités de l'époque où la région était divisée en colonies des différentes puissances européennes, car nombre de mineurs de Marikana sont issus d'autres pays du sud de l'Afrique comme le Mozambique. Comme pour les « révolutions arabes », tout reste à faire, car pour l'instant la situation est dominée par des partis-États dont le rôle est de gérer plus ou moins de la même façon l'exploitation des hommes et de la terre. Le droit de vote n'est une avancée que s'il permet de se libérer du joug des capitalistes, fussent-ils « arc-en-ciel ». Et cela ne pourra être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, et non de partis qui se réclament d'eux pour ensuite envoyer leur police « démocratique » tirer sur les manifestations de grévistes.

* * *

Mais de quoi parlent donc les livres de Philippe Corcuff ?

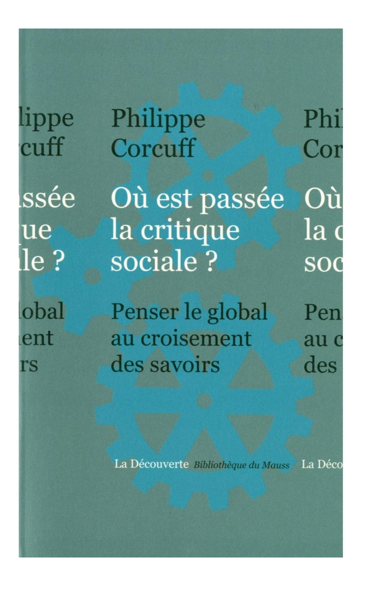
Il arrive que des titres de livres attirent l'attention de ceux qui s'intéressent à la critique radicale de la société dans laquelle nous vivons. Le sociologue et militant Philippe Corcuff a publié tout récemment plusieurs livres, dont *Où est passée la critique sociale ?* et *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?* dont les titres n'ont pas manqué d'attiser notre curiosité. Le premier est un important volume qui contient un panorama des sciences sociales, et le second un court ouvrage polémique qui se propose de « *débloquer les portes du vaste chantier* […] *de la fabrication des logiciels intellectuels de la gauche* ».

Ce petit texte très vivant part du fait que « *la gauche est devenue électoralement dominante à un moment avancé de sa décomposition intellectuelle* »[3]. En quelques dizaines de pages, l'auteur brosse un tableau assez cru des habitudes de pensée des différentes composantes de ce qu'il appelle « les gauches » : théories du complot, essentialisme (tendance à réduire la réalité à quelques termes comme « l'Amérique » ou « Israël »), glorification des rapports de forces virils (surtout s'ils sont

[3] Quatrième de couverture de *La gauche est-elle en état de mort cérébrale ?* aux éditions Textuel, Petite encyclopédie critique, Paris, 2012, 80 pages, 8 euros.

parfaitement imaginaires…), insistance irréfléchie sur le collectif (qui aboutit parfois à un rejet de la liberté individuelle), ou tendance au « *zapping présentiste* », décrit comme un « *enfermement dans un présent de plus en plus déconnecté du passé comme du futur* »[4] où il n'y a plus que des réactions à des événements qui se succèdent au rythme des médias, zapping dont le pendant est une nostalgie contemplative. Il pointe également les fausses évidences des croyances en la croissance économique ou en la professionnalisation de la politique. Il consacre également quelques pages fouillées aux « *Dérives républicardes, laïcardes et nationalistes* »[5]. Puis il conclut en déplorant le penchant pour la déploration de l'aliénation des autres, qui démobilise ceux qui s'y livrent, et en appelle à un véritable débat démocratique à mener sur la base de cette critique de la critique sociale et militante.





Corcuff s'appuie essentiellement sur les écrits de Pierre Bourdieu, sociologue, et de Jacques Rancière, philosophe, qu'il joue l'un contre l'autre, ou plutôt l'un avec l'autre, en tentant de s'appuyer à la fois sur l'analyse méthodique des formes de domination du premier, et sur l'affirmation radicale de l'égalité de chacun avec tous formulée par le second. Il se pose dès les premières pages de son pamphlet dans une position « *libertaire* »[6], indépendante des différents courants qu'il évoque et critique, mais il ne va cependant pas au bout de ses raisonnements selon nous, au sens où ce qu'il articule est une analyse assez intéressante de divers aspects du léninisme décomposé qui domine encore aujourd'hui la situation, mais qui n'est pas défini comme tel. La catégorie de « léninisme » ne lui est pas du tout étrangère, et apparaît dans l'ouvrage comme clairement négative, liée par exemple au « *rabâchage de dogmes* »[7] par certains secteurs du Nouveau Parti Anticapitaliste, dont il fait partie. Or c'est bien ce qui nous intéresse dans ce pamphlet, le fait qu'il aille à contre-courant de ces résidus massifs d'idéologie issue du PCF et des groupes trotskistes, que ce soit le complotisme, le simplisme essentialiste ou la glorification de la « *politique qui a des couilles* »[8], ou bien la négation des individus, le mythe du militant professionnel ou l'opportunisme nationaliste. Corcuff critique le léninisme sans l'affirmer vraiment, et c'est dommage.

Dans un autre livre bien plus volumineux[9], l'auteur reprend et développe son mix Bourdieu-Rancière (auquel il ajoute les analyses de Michel Foucault) comme base d'une vaste critique de la critique

---

[4] Op. cit., page 56.
[5] Idem, p. 64.
[6] Idem, p. 13.
[7] Idem, p. 20.
[8] Idem, p. 42.
[9] *Où est passée la critique sociale ?* aux éditions La Découverte, Bibliothèque du Mauss, Paris, 2012, 318 pages, 24 euros.

sociale aujourd'hui, qu'il déploie en une série d'explorations de domaines précis de la sociologie et de la philosophie politique (et des rapports complexes qu'elles entretiennent) qu'il serait impossible de résumer ici. Ce livre reprend par ailleurs un certain nombre de points évoqués dans le premier pamphlet, et contient également des références au léninisme, voire à un « *hyperléninisme* » essentialisant[10]. Mais là aussi, alors même qu'il fournit plusieurs éléments de compréhension forts intéressants de la déformation des sciences sociales et des discours politiques qui s'appuient dessus, l'auteur semble se refuser à les lier entre eux pour articuler une critique historique de ce qui a malheureusement été la principale force idéologique de ces presque cent dernières années. Ce qui est d'autant plus étonnant que le livre se place sous les auspices de Rosa Luxemburg, entre autres[11], et la cite à l'appui d'une réévaluation de l'action pratique face à la théorie dans les premières pages de l'ouvrage[12]. Elle revient même tout au long du livre, mais seulement sous la forme de citations non-théoriques en exergue des chapitres…

Nous ne pouvons que nous réjouir de voir un auteur contemporain citer celle dont le nom est pour nous celui de la lucidité quant au devenir de la politique et de la critique sociale, et pensons que la lecture de ces deux textes peut apporter des éléments nourrissants au débat sur la recomposition d'une politique d'émancipation digne de ce nom. Mais ces livres nous donnent envie de poser à Philippe Corcuff la question suivante : ne peut-on pas penser ensemble toute une partie de ce qui a décérébré (parfois physiquement…) les gauches et désarmé la critique sociale sous le nom de léninisme ?

*   *   *

- Tribune -

Une nouvelle biographie de Rosa Luxemburg

Les éditions Spartacus viennent de publier une nouvelle biographie de Rosa Luxemburg[13] – nouvelle, bien qu'écrite il y a plus de quarante ans. Il s'agit en effet de la première version française de la biographie abrégée que John Peter Nettl tira en 1968 de sa biographie pionnière en deux volumes : parue en 1969 en anglais et en allemand, elle ne fut jamais traduite en français. Rappelons que la version complète en français ne fut publiée par François Maspero qu'en 1972. La publication de cette version abrégée, qui comprend tout de même plus de cinq cents pages, nécessite certainement quelques explications.

Ceux qui ont accès à une bonne, ou peut-être une très bonne, bibliothèque ne sont nullement dépourvus en ouvrages sur Rosa Luxemburg ni en éditions de ses œuvres et de ses lettres, même si la traduction de celles-ci en français reste parcellaire. Rappelons à ce sujet que le collectif Smolny et Agone ont entrepris de combler cette lacune en se lançant dans l'édition des œuvres complètes de Rosa Luxemburg : le deuxième volume (le premier ayant été son *Introduction à l'économie politique*), intitulé *À l'école du socialisme*, vient d'ailleurs de paraître[14].

Mais il en va un peu différemment pour ceux qui ne bénéficient pas d'un tel accès ou qui souhaitent posséder une biographie de Rosa Luxemburg. Jusqu'à maintenant, ils devaient en premier lieu se reporter à celle de Paul Frölich, dont la première édition française, chez François Maspero,

---

[10] Op. cit., p. 37 et suivantes.
[11] Idem, p. 14.
[12] Idem, p. 28.
[13] John Peter Nettl, *Rosa Luxemburg*, version abrégée par l'auteur, 568 pages, 28 euros : atheles.org/spartacus/livres/rosaluxemburg/
[14] 272 pages, 22 euros : atheles.org/agone/rosaluxemburg/alecoledusocialisme/ [voir la note de lecture ci-dessous]

date de 1965, et qui est actuellement disponible chez l'Harmattan[15]. Même si Frölich affirme que Clara Zetkin aurait été plus qualifiée que lui pour écrire une telle biographie, il est certainement celui de sa génération qui connaissait le mieux les écrits – au moins les écrits allemands – de Rosa Luxemburg, ayant travaillé plusieurs années à l'édition de ses œuvres. Sa biographie est vivante et riche ; elle a indéniablement servi de fil conducteur à John Peter Nettl. Mais Frölich avait pour objectif de combattre la propagande stalinienne, qui, tout en tenant à conserver à la cause Rosa la martyre, dénonçait toutes ses conceptions comme autant d'erreurs. Staline avait écrit en 1931 que « *Parvus et Rosa Luxemburg avaient inventé un schéma utopique et semi-menchevik de révolution permanente* » (« semi-menchevik » voulant probablement dire « à mi-chemin entre le goulag et l'exécution ») ; en 1932, la ligne officielle du parti communiste allemand était devenue celle-ci : « *Sur tous les points où Rosa Luxemburg divergeait de Lénine, elle avait tort.* » Par choix ou par nécessité, Frölich dit peu de choses du rôle et des activités de Rosa Luxemburg dans le parti polonais qu'elle avait contribué à fonder et dont elle continua à s'occuper jusqu'en 1914. Il est vrai que cette double vie de Rosa – allemande et polonaise – ne rend pas la vie facile au biographe, ni d'ailleurs au lecteur. Mais c'est une composante essentielle de son existence. C'est probablement aussi la raison pour laquelle Frölich n'accorde pas de place à la conception de la « question nationale » de Rosa Luxemburg, une conception qui, si elle se charpenta, ne varia pas d'un pouce pendant toute son existence politique et qui constitue encore aujourd'hui un sujet de réflexion – voire de polémique – considérable. On peut d'ailleurs en juger chez Alain Guillerm. Dans son *Luxembourgisme aujourd'hui*[16], il donna les raisons de s'opposer, « *dans une certaine période de l'impérialisme* », au « *principe du "droit des peuples"* ». Plus récemment, dans *Rosa Luxemburg, la rose rouge*[17]*,* il reprocha à celle-ci de « *rester dans l'abstrait* » quand, dans *La révolution russe*, elle dénonce l'affirmation par les bolcheviks du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais dans ce texte, qu'elle a écrit à l'intention de Paul Levi en remplacement d'un article que les animateurs du groupe Spartacus avaient refusé de publier, elle dépasse les cas particuliers de la révolution russe et du traité de Brest-Litovsk, sur lesquels elle s'est déjà exprimée, pour donner sa vision de la révolution socialiste ; il va donc de soi qu'en dehors de toutes considérations tactiques elle y réaffirme ses convictions les plus profondes. Le livre d'Alain Guillerm est riche d'intéressantes notations, mais on gagne certainement à le lire à la suite – plutôt qu'à la place – d'une biographie moins personnalisée de Rosa Luxemburg.



Mais pas n'importe quelle biographie : probablement la plus accessible, celle de Max Gallo[18], n'apporte que peu de lumière sur le sujet. « *On sait combien Rosa était fermée à l'idée de "nation"* »,

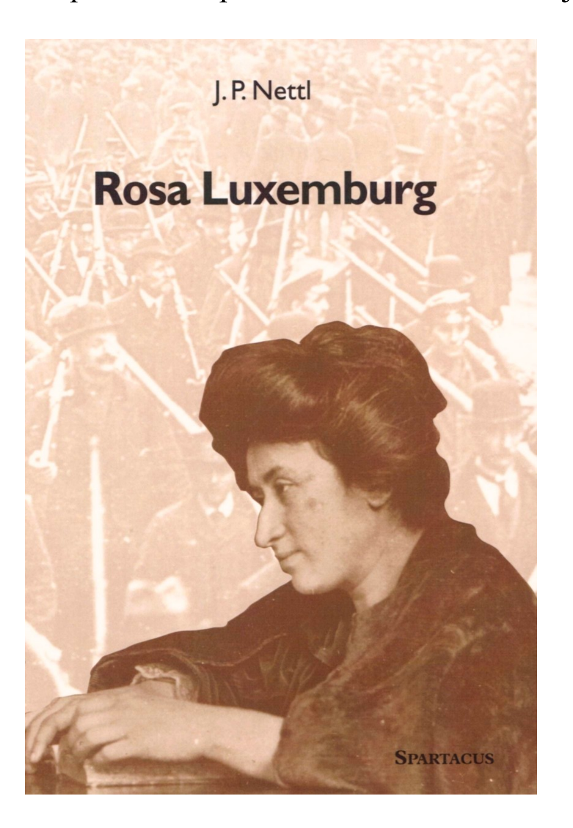
[15] 384 pages, 29 euros.

[16] Spartacus, 1970, 60 pages, 5 euros ; nouvelle édition, La Digitale, 1995, 75 pages, 7,32 euros.

[17] Jean Picollec, 2002, 262 pages, 23 euros.

[18] *Une femme rebelle. Vie et mort de Rosa Luxemburg*, Tallandier, 2011, 526 pages, 11,16 euros.

nous dit-il. Cette même Rosa qui fut inculpée pour sédition à la suite de la parution en 1900 de sa brochure *Pour la défense de la nationalité* (en polonais) dans laquelle elle s'élevait contre les oppressions dont était victime la population polonaise de l'empire allemand. La distinction entre droits des nationalités et revendication d'un État national, essentielle dans la pensée de Rosa Luxemburg, n'intéresse pas Max Gallo. Sans souci exagéré de l'exactitude, puisant largement chez Nettl mais le complétant à partir de 1914 par des sources auquel celui-ci n'avait pas eu accès, il tient surtout à donner à ressentir la psychologie, les ressorts et difficultés émotionnels de Rosa Luxemburg[19]. Le lecteur qu'intéresserait la pensée politique de Rosa Luxemburg devra chercher ailleurs, mais là encore avec prudence, car un exposé de celle-ci coupé de la biographie, c'est-à-dire des conditions dans lesquelles elle a été formulée, comporte aussi des dangers : c'est le cas du *Réconcilier marxisme et démocratie*[20] de David Muhlmann. Celui-ci annonce la couleur : il considère que « *Rosa Luxemburg peut servir à la gauche aujourd'hui pour dessiner les contours d'un nouveau "réformisme radical"* », une notion qui aurait probablement paru bien étrange à celle-ci. S'il consacre la moitié du livre à l'exposé des conceptions politiques de Rosa Luxemburg à peu près dans l'ordre où elle les a formulées, le résumé qu'il est obligé d'en faire sans les rattacher les unes aux autres peut en donner une vision déformée. Quant aux entretiens qui forment la deuxième partie du livre, ils en disent plus sur le self-service qu'offrent une existence et une œuvre aussi riches que celles de Rosa Luxemburg que sur la pertinence qu'aurait sa pensée dans le monde d'aujourd'hui.



Nécessité, donc, d'une biographie systématique et structurée. Mais pourquoi aller la chercher il y a presque 45 ans ? Depuis cette époque, l'accès aux sources s'est encore amélioré, et les contraintes qui pesaient sur les historiens de l'ex-république démocratique allemande (une très grande partie de ces sources était détenue par les instituts d'histoire rattachés aux partis communistes d'Allemagne de l'Est, de Pologne et d'Union soviétique) ont disparu. Qui lit l'allemand et veut tout savoir – ou presque – de l'existence de Rosa Luxemburg ne trouvera pas mieux que la dernière version de sa biographie par Annelies Laschitza, le résultat de 30 ans de recherches et d'une connaissance intime de ses textes[21]. Là, pas d'approximations, pas d'erreurs factuelles grossières, un recours très

[19] [Ou plutôt ce qu'il croit en comprendre, à partir d'une vision très superficielle... (note de *Critique Sociale*)]
[20] Le Seuil, 2010, 330 pages, 19,80 euros. [voir notre note de lecture dans *Critique Sociale* n° 11, août 2010, pp. 9-10]
[21] *Im Lebensrauch, trotz alledem. Rosa Luxemburg. Eine biographie*. Édition de poche Aufbau 2009, 688 pages, 12,95 euros.

systématique aux citations et une foule de détails. Mais pas d'exposé structuré et critique des conceptions de Rosa Luxemburg, qui n'intéresse peut-être pas le lecteur seulement soucieux de replacer Rosa Luxemburg dans son époque. En dehors du pur aspect d'opportunité – les éditions La Découverte ayant très généreusement autorisé Spartacus à s'appuyer sur la traduction de la version complète pour celle de la version abrégée – c'est l'intérêt que présente l'ouvrage de Nettl : lui-même, s'il a fait là œuvre d'historien, était un analyste de la politique, et écrivant à une époque où les régimes se réclamant du marxisme semblaient véritablement en marche pour conquérir le monde, il se devait de rendre compte des apports d'une marxiste reconnue en son temps comme l'une des plus marquantes.

Comment Nettl a-t-il pu se livrer au travail de réduction de son ouvrage initial (960 pages dans l'édition de François Maspero) ? Disons d'abord que la taille de celui-ci était nécessairement arbitraire. Avec les matériaux dont il disposait, il aurait pu aussi bien y ajouter un ou deux volumes, et on verra que même par rapport à la version complète, quelques aspects méritent d'être encore approfondis. Pour la version abrégée, il a éliminé quelques 100 pages de bibliographie et d'index, ainsi que les 50 pages consacrées au « luxemburgisme » (*Le luxemburgisme*, *arme et mythe*), c'est-à-dire aux luttes internes à l'Internationale communiste et en premier lieu au parti communiste d'Allemagne qui ont fait du positionnement par rapport à l'action et aux idées de Rosa Luxemburg un test de l'orthodoxie. Il a regroupé en un seul chapitre (*Les apports à la théorie*) les exposés des apports originaux de Rosa Luxemburg à la critique du révisionnisme, de sa conception de la grève de masse et de son analyse de l'impérialisme. Pour le reste, il a repris tous les chapitres de la version d'origine, et si le récit de chaque période est par endroit moins détaillé, il reste néanmoins très substantiel.

J. P. Nettl avait pour ambition de « *reconstruire l'histoire d'une personne, d'un mouvement et d'une époque* ». En ce qui concerne la vie et l'action de Rosa Luxemburg, à quelques détails près, sa contribution reste supérieure à tout ce qui est actuellement disponible en français. Faire toute l'histoire du demi-siècle qu'a traversé Rosa Luxemburg, c'était peut-être beaucoup, et inutile ; c'est davantage de l'histoire du socialisme dans les empires russe et allemand qu'il s'agit, et il s'attache à décrire le contexte dans lequel agit Rosa Luxemburg, et en premier lieu ce monde particulier de la social-démocratie allemande et de sa fameuse « bureaucratisation ». Pourtant – mais c'est autant un tribut à l'intérêt qu'il suscite qu'une critique –, on aimerait en savoir plus sur différents aspects de celui-ci, et on se rend alors compte combien le lecteur francophone est démuni – le lecteur allemand devant quant à lui courir les bibliothèques sans être sûr de trouver ce qu'il cherche. Rosa s'est fait admettre par les cercles dirigeants du SPD par son action propagandiste dans les provinces polonaises et elle a obtenu que le SPD retire son soutien au PPS qui menait une politique clairement autonomiste. Mais ce qu'on ne sait pas, c'est quelle audience ont acquise Rosa Luxemburg et le SPD auprès des ouvriers polonais d'Allemagne : ils ne représentaient qu'une petite partie de la population ouvrière, mais concentrée notamment dans la Ruhr (mines et sidérurgie) et dans l'industrie textile dans la région de Chemnitz. Sur les « masses » auxquelles s'adressait en priorité Rosa – adhérents du SPD et des syndicats « libres » –, l'information disponible n'est pas non plus très abondante : Robert Michels, dans son livre à la fois fondateur et pittoresque[22], donne quelques indications, mais il renvoie à une étude approfondie qu'il aurait faite par ailleurs. Joseph Rovan nous en dit un peu plus dans les trois chapitres qu'il consacre à la période qui nous intéresse dans son ouvrage de synthèse[23], qu'il a complétés dans son introduction à *La social-démocratie dans l'Allemagne impériale*[24]. Et si on mentionne souvent le *Vorwärts* ou la *Leipziger Volkzeitung*, la seule thèse réalisée en France sur *Der Wahre Jacob*, l'hebdomadaire satirique du SPD, qui se vendait en 1914 à plus de 300 000 exemplaires, n'a semble-t-il donné lieu à aucun livre. Enfin, et c'est tout l'objet de ces interrogations, on regrette que J.P. Nettl n'ait pas attaché davantage d'importance à 1913 et à juillet 1914 : en 1913,

[22] *Les partis politiques*, éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, 271 pages, 9 euros.
[23] *La social-démocratie allemande,* Le Seuil, 1978, 524 pages. Uniquement dans les meilleures bibliothèques…
[24] Institut d'allemand d'Asnières, 1985, 308 pages. Disponible en ligne en pdf pour 8 euros.

le SPD était de nouveau empêtré dans un compromis entre l'accroissement de la fiscalité directe et l'augmentation des dépenses d'armement ; et en juillet 1914, quand s'est jouée la fin du monde – la fin du monde tel que le concevait Rosa Luxemburg – des sections du SPD se sont mobilisées contre la guerre, tandis que d'autres secteurs de la population allemande, et il est important de connaître lesquels, se mobilisaient pour elle. Compte tenu de la suite qu'on connaît, il semble en effet capital de savoir si ce jugement de Lénine était absolument pertinent : « *Ils mentent ceux qui disent…que les masses prolétariennes ont versé dans le chauvinisme …les masses ont été abasourdies, abruties, divisées, écrasées par l'état de siège.* » Aussi puissante qu'elle ait été, la social-démocratie allemande, qui était loin d'être immunisée contre le patriotisme, n'influençait qu'une partie des couches ouvrières allemandes et peu, semble-t-il, l'important prolétariat agricole.

Si cette biographie suscite chez le lecteur l'envie d'en savoir plus, il se tournera naturellement vers les textes et les lettres de Rosa Luxemburg. Il en trouvera chez Spartacus et ailleurs. Il convient cependant de signaler trois textes particulièrement intéressants qui sont peu ou pas disponibles en français : *La question nationale et l'autonomie*[25], traduction de la brochure publiée en Pologne en 1908 et dans laquelle Rosa Luxemburg donne son exposé le plus complet de ses conceptions. John Peter Nettl, dans l'annexe qu'il consacre à la question nationale, n'analyse que sa première partie (la brochure en compte six), où l'on trouve il est vrai exposées ses attitudes fondamentales, et que Lénine critiquera quelques années plus tard. En 1991, Feliks Tych, à Varsovie, a publié un texte de 37 pages rédigé par Rosa en 1911 et destiné à Léo Jogichès et où elle expose ses conceptions de l'organisation du parti dans le cadre des batailles à ce sujet dans le POSDR auquel appartenait le parti polonais ; ce texte ne semble pas avoir été traduit en français. Enfin, sur la vie de Rosa Luxemburg pendant les périodes de la guerre et de la révolution allemande, on se tournera si possible vers une édition du récit qu'en a fait Mathilde Jacob[26]. Mais ce qu'aucun éditeur ne pourra restituer, c'est la voix de l'oratrice.

Jean Michel Kay.

*   *   *

"A l'école du socialisme", par Rosa Luxemburg

Rosa Luxemburg, *A l'école du socialisme (Œuvres complètes, tome II)*, Collectif Smolny et Editions Agone, 2012, 268 pages, 22 euros. Traduction de Lucie Roignant, avant-propos du collectif Smolny, postface de Michael Krätke.

La parution de ce livre est un événement. C'est d'abord le deuxième tome des *Œuvres complètes de Rosa Luxemburg*[27]. D'autre part, ce n'est pas si souvent qu'un nouveau livre de Luxemburg n'est constitué que de textes inédits en français.
Il s'agit en l'occurrence d'un recueil d'articles et de divers matériaux souvent liés à son enseignement au sein de l'école du SPD à Berlin, de 1907 à 1913 (d'où le titre choisi par les éditeurs). Les textes ici rassemblés sont d'intérêts variables, et de natures très différentes : discours de congrès, articles de journaux, notes de travail, et transcriptions de cours.

Rosa Luxemburg s'intéresse particulièrement à l'histoire des rapports sociaux de production. Mais elle souhaite également qu'existent au sein de l'école du SPD des cours sur l'histoire du mouvement

[25] Traduction et présentation de Claudie Weill, Le temps des cerises, 2001.
[26] En allemand : *Von Rosa Luxemburg und ihre Freunden in Krieg und Revolution 1914-1919*, in *Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung,* 1988 ; en anglais, *Rosa Luxemburg, an intimate portrait*, Lawrence and Wishart, 2000.
[27] Le premier tome était *Introduction à l'économie politique* – qu'il vaut sans doute mieux lire avant ce deuxième tome.

socialiste et du syndicalisme. Elle conçoit l'enseignement comme devant éveiller l'esprit critique : « *La discussion, l'échange libre des élèves avec le professeur sont primordiaux, c'est la condition première d'un cours fécond* » (p. 29). Certains textes étant en fait des notes de cours, la qualité des écrits s'en ressent malheureusement (et cela accentue un caractère forcément schématique), mais on sent bien la façon dont Rosa Luxemburg associe son auditoire au développement de son investigation historique.

D'abord chargée d'enseigner l'économie politique et l'histoire économique, elle note qu'en réalité « *tous les peuples participent ensemble à une économie commune* » (p. 20). Tout en s'appuyant sur les ouvrages de Karl Marx, elle ne sombre pas dans le dogmatisme et n'hésite pas à l'occasion à le contredire, tout en se basant sur sa méthode essentielle[28]. Il s'agit pour elle de comprendre le mieux possible la société réelle.



Les enseignants et des élèves de l'école du SPD.

En résonance avec notre actualité, Rosa Luxemburg s'est particulièrement intéressée à l'histoire des crises capitalistes et de la théorie des crises. Elle remarque que « *les crises sont un fléau de la société moderne. C'est pourquoi il ne s'est pas développé le moindre remède pour en venir à bout* » (p. 157). Dans un manuscrit inachevé, elle se propose d'étudier l'histoire de la théorie des crises et pour cela commence par une étude des crises au XIX[e] siècle, comme base factuelle contribuant à expliquer l'évolution des tentatives d'explication et de théorisation des phénomènes de crises économiques. On voit par cet exemple qu'elle adopte, de même que Marx, une conception matérialiste de l'histoire comme fil conducteur de ses recherches.

Dans sa postface, l'universitaire Michael Krätke souligne à raison que pour Rosa Luxemburg, « *l'économie politique était un phénomène historique, ne pouvant donc être compris qu'historiquement* » (p. 232). Par contre, il écrit que Luxemburg fut « *avant tout* […] *une économiste* » (p. 221), ce qui est excessif et réducteur, et d'ailleurs nuancé de fait par Michael Krätke dans la suite de son propos. Fondamentalement, « *elle voulait avant tout saisir à la racine le développement capitaliste le plus récent* » (p. 222), donc faire « rendre gorge » à la réalité de son temps, aux mécanismes régissant les rapports sociaux. Enfin, il ne faut pas oublier que ses études – de critique de l'économie politique ou non – étaient reliées à la perspective d'une révolution sociale menée par les masses elles-mêmes.

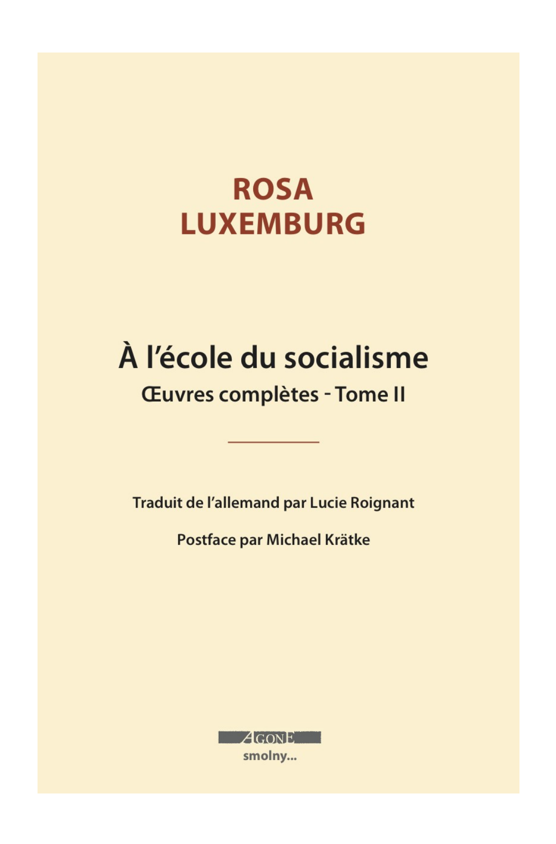
Signalons pour finir l'attention apportée par les éditeurs à l'appareil critique, les notes étant pertinentes et précises[29]. Les « OCRL » (*Œuvres complètes de Rosa Luxemburg*) sont donc en de bonnes mains, et on attend avec impatience les tomes suivants[30].

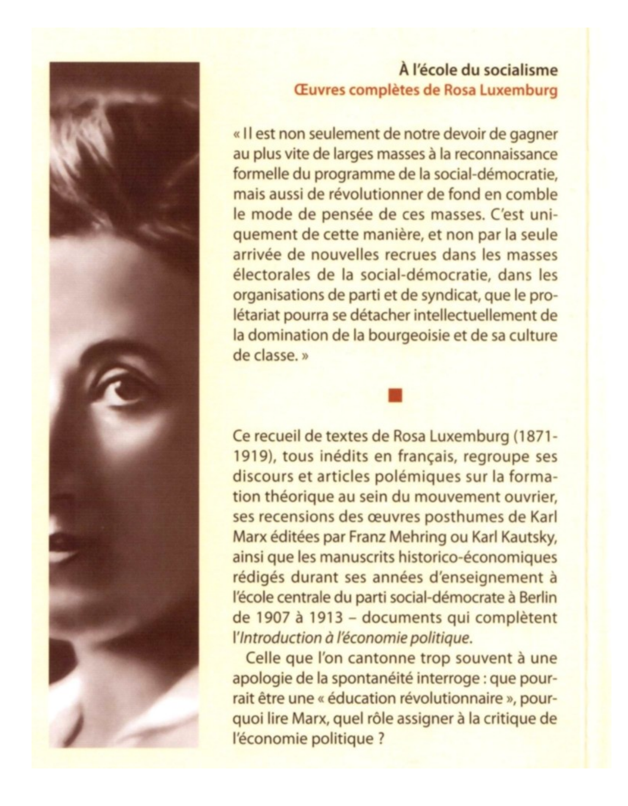
---

[28] Ainsi sur la question de l'indépendance polonaise : même si Marx partait d'une intention tout à fait juste d'en finir avec la tyrannie du tsarisme, ses conclusions concernant la Pologne étaient cependant erronées selon Rosa Luxemburg, qui en tant que « marxienne » réelle n'hésita pas à contredire Marx sur ce point, et à prôner « *la lutte commune du prolétariat de Pologne et de Russie pour le renversement de l'absolutisme et la démocratisation de la société* » (Rosa Luxemburg, *Internationalismus und Klassenkampf*, Luchterhand Verlag, 1971, p. 200).

[29] S'il faut vraiment trouver un défaut : p. 247, note 82 (et p. 260, notes 36-38), la traduction française d'un article de Luxemburg n'est pas indiquée (« Arrêts et progrès du marxisme », dans : David Riazanov, *La Confession de Karl Marx*, Ed. Spartacus, 1969, pp. 28-32).

[30] Le tome III sera consacré au *Socialisme et la France*, et le tome IV à *L'Accumulation du capital*. Six autres volumes sont ultérieurement prévus.





*   *   *

« Si de larges parties de la population mettaient en cause les principes de la hiérarchie, l'organisation autoritaire de la production, le système des salaires, ou d'autres aspects fondamentaux de la structure sociale, aucune classe dirigeante ne pourrait se maintenir longtemps au pouvoir »
(Maurice Brinton)

Critique Sociale n° 23, novembre 2012

Bulletin d'informations et d'analyses pour la conquête de la démocratie et de l'égalité

Notre but est de contribuer à l'information et à l'analyse concernant les luttes sociales et les mouvements révolutionnaires dans le monde. Nous nous inspirons du « marxisme », en particulier du « luxemburgisme », certainement pas comme des dogmes (qu'ils ne sont en réalité nullement), mais comme des outils contribuant au libre exercice de l'esprit critique, à l'analyse de la société, et à la compréhension de sa nécessaire transformation par l'immense majorité. Nous combattons le système capitaliste et toutes les formes d'oppression (sociales, politiques, économiques, de genre). Nous militons pour que « l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », pour une société démocratique, libre, égalitaire et solidaire : une société socialiste, au véritable sens du terme.

www.critique-sociale.info   contact@critique-sociale.info

Pour s'abonner à ce bulletin, envoyez un mail à : critiquesociale-subscribe@yahoogroupes.fr

Démocratie - Liberté - Egalité - Solidarité / Democracy - Freedom - Equality - Solidarity
Democracia - Libertad - Igualdad - Solidaridad / Demokratie - Freiheit - Gleichheit - Solidarität
Democrazia - Libertà - Uguaglianza - Solidarietà / Demokrácia - Szabadság - Egyenlõség – Osszetartás